METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU Erreur ! Aucune variable de document fournie.

17512/ 10876

ERREUR ! AUCUNE VARIABLE DE DOCUMENT FOURNIE.

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville du Rove avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville du Rove qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville du Rove qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville du Rove sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.